

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner - Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 15/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEVIA

Rue Michel Rondet
ZI du Clos Marquet
42400 Saint-Chamond

Références : UiD4243-DSSP-024-0119
Code AIOT : 0006105178

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2024 dans l'établissement SEVIA implanté Rue Michel Rondet ZI du Clos Marquet 42400 Saint-Chamond. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIA
- Rue Michel Rondet - ZI du Clos Marquet - 42400 Saint-Chamond
- Code AIOT : 0006105178
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui.

La société SEVIA, dont l'installation est située rue Michel Rondet - ZI du Clos Marquet sur la commune de Saint-Chamond est autorisée, par arrêté préfectoral du 11 décembre 2001 modifié par les arrêtés de prescriptions complémentaires des 22/10/2004, 26/08/2009, 27/09/2011, 31/07/2014 et 04/06/2019, à exploiter une installation de transit, regroupement de déchets dangereux.

Ces activités ICPE relèvent toutes du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2718-1 (installation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux (DD), à l'exclusion des rubriques 2710, 2711, 2712 (...) et 2793), 2790 (installation de traitement de déchets dangereux) et 3550 (stockage temporaire de DD ne relevant pas de la rubrique 3540 (...), avec une capacité totale supérieure à 50T/j (...).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Eau de surface
- IED-MTD
- Risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 22/02/2024, article R 541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2001, article 4.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité des déchets (2)	Code de l'environnement du 22/02/2024, article R 543-5	Sans objet
3	Filière REP	Code de l'environnement du 22/02/2024, article R 543-3 et suivants	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 11/12/2001, article 4.8	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles (2)	Arrêté Préfectoral du 11/12/2001, article 4.8.3	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/12/2001, article 6.2.6	Sans objet
8	formation du personnel au risque incendie	Arrêté Préfectoral du 11/12/2001, article 6.5	Sans objet
9	MTD - Management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site fait l'objet d'un suivi régulier.

Les analyses réalisées en 2022 sur le rejet d'eaux pluviales provenant de l'aire de dépotage montrent un dépassement du paramètre hydrocarbures totaux. L'exploitant justifiera de l'entretien du séparateur en 2023 et transmettra, si il a pu être réalisé, le résultat de l'analyse 2023. L'exploitant a en effet indiqué avoir des difficultés pour réaliser le prélèvement, faute de pluie significative.

L'exploitant s'assurera du débit disponible au niveau des poteaux incendie à proximité de son site.

La consultation des informations contenues dans Trackdéchets montre des réceptions de déchets sous un code ne figurant pas dans la liste des déchets admis sur le site (cf article 4 de l'APC du 31/07/2014).

L'exploitant devra apporter des justificatifs concernant ces réceptions, et le devenir de ces déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/02/2024, article R541-45
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant établit ses bordereaux de suivi de déchets dans l'application Trackdéchets depuis le 01/01/2024. Une API spécifique a été développée pour transmettre les informations du logiciel d'exploitation (JASON) dans Trackdéchets. L'exploitant édite des bordereaux de collecte avec "annexe 1". Après la visite, une extraction des informations contenues dans Trackdéchets a été communiquée à l'inspection par la DREAL-siège. Ces informations font apparaître des réceptions de déchets sous un code ne figurant pas dans la liste des déchets admissibles sur le site (article 4 de l'APC du 31/07/2014) : Il s'agit de « liquide de refroidissement » code 16 01 14* et d'un déchet identifié comme un « mélange eau+huile » code 16 10 01*.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Préciser si ces déchets ont bien été admis sur le site et pourquoi, et préciser dans quelles conditions de stockage. Indiquer leur devenir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Traçabilité des déchets (2)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/02/2024, article R543-5
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : I.-Toute collecte d'huiles usagées fait l'objet du bordereau mentionné à l'article R. 541-45. II.-Sur toute collecte d'huiles usagées, le collecteur-regroupeur procède contradictoirement au prélèvement de deux échantillons représentatifs avant tout mélange des huiles collectées. L'un de ces échantillons est conservé par le collecteur-regroupeur, l'autre est conservé, selon le cas, soit par le détenteur des huiles usagées, soit par leur collecteur jusqu'au traitement final du lot d'huiles usagées. Ces échantillons portent le numéro du bordereau mentionné au I du présent article.

III.-Toute opération de tri, transit ou regroupement de lots d'huiles usagées, ainsi que de traitement, est effectuée dans une installation relevant des dispositions du titre Ier du présent livre, ou dans toute autre installation réalisant ces opérations qui est située dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat tiers, dès lors que cette installation respecte des dispositions équivalentes à celles du titre Ier du livre V du présent code et de la présente sous-section.

Constats :

Un échantillon est prélevé à chaque collecte et conservé jusqu'au traitement final du déchet.
Le numéro d'échantillon est reporté dans l'annexe 1 du BSD.

L'installation fait uniquement du transit regroupement. Les huiles sont traitées :

- par OSILUB pour les huiles noires (R 9 Régénération ou autres réemplois des huiles),
- par LAFARGE Cimenterie (R 1 Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie) pour les huiles saponifiables c'est à dire contenant des esters et ne pouvant être régénérées,
- par TREDI pour les huiles claires diélectriques (R 5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Filière REP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/02/2024, article R543-3 et suivants

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Mise en place d'une filière à REP (responsabilité élargie des producteurs) pour les huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles, à compter du 1er janvier 2022.

Afin d'assurer la traçabilité des huiles usagées et, le cas échéant, le soutien financier prévu à l'article R. 543-10, les collecteurs et les collecteurs-regroupeurs qui réalisent des opérations de gestion des huiles usagées au sens de l'article L. 541-1-1, sont enregistrés auprès des éco-organismes ou des systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10.

Constats :

Le site SEVIA de St Chamond est enregistré auprès de l'éco-organisme CYCLEVIA comme collecteur-regroupeur.

Le contrat n'a pas été communiqué mais le site internet de CYCLEVIA permet d'accéder à la liste des collecteurs-regroupeurs conventionnés par département. Le site SEVIA de St Chamond est bien identifié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2001, article 4.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles

Prescription contrôlée :

VLE

Constats :

Le site dispose de 2 réseaux de collecte des eaux pluviales :

- 1 pour la collecte des eaux de l'aire de dépotage ;
- 1 pour les eaux de la voirie.

<p>Chacun de ces réseaux est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Les 2 points de rejet font l'objet d'une analyse annuelle. Les 3 derniers résultats d'analyses ont été présentés :</p> <p>l'analyse de décembre 2022 montre un dépassement du paramètre hydrocarbures totaux de l'aire de dépotage.</p> <p>Les analyses 2020 et 2021 sont conformes.</p> <p>Le dépassement peut être mis en relation avec les faibles précipitations.</p> <p>Les séparateurs d'hydrocarbures sont nettoyés 1 fois par an. Le dernier nettoyage a été réalisé en février 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les résultats des analyses 2023 et les justificatifs d'entretien des séparateurs d'hydrocarbures pour l'année 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2001, article 4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque pollution accidentelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité totale des réservoirs associés.
<p>Constats :</p> <p>Les cuves de stockage des huiles sont entreposées au sein d'une rétention en béton.</p> <p>Les 8 cuves font chacune 60 m3 soit un total de 480 m3. La rétention doit donc être de 240 m3.</p> <p>Les vérifications effectuées sur plan de récolement et sur site montrent que la rétention a un volume de 270 m3. (18 m x 10 m x 1,5 m).</p> <p>Le volume de rétention est donc conforme.</p> <p>Les eaux météoriques de la rétention sont pompées et dirigées vers le séparateur d'hydrocarbures de l'aire de dépotage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles (2)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2001, article 4.8.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque pollution accidentelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>La manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'aire de dépotage est reliée à un séparateur d'hydrocarbures. En cas de déversement accidentel, une vanne placée en amont du séparateur permet d'orienter les écoulements vers une cuve de rétention de 12 m³.</p> <p>Cette vanne est bien visible, identifiée et facilement manœuvrable.</p> <p>Le volume de la cuve correspond au volume d'un camion citerne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2001, article 6.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie
Constats : Le site est équipé de 12 extincteurs portatifs, d'un extincteur sur roues et d'un bac de sable. Ces équipements font l'objet d'une vérification annuelle. La dernière a été effectuée le 06/02/2024. Le rapport met en évidence le besoin de remplacer le bac de sable. L'exploitant a engagé la démarche de remplacement. Par ailleurs des poteaux incendie sont situés sur la rue. Le débit des poteaux n'est pas connu de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se rapprochera de Saint-Etienne Métropole pour connaître le débit des poteaux incendie à proximité du site. Pour rappel, l'arrêté préfectoral du 11/12/2001 prévoit : 2 PI permettant d'assurer chacun un débit de 180 m3/h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation du personnel au risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2001, article 6.5
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Justificatif des formations du personnel.
Constats : Une journée sécurité a eu lieu le 22/09/2023. Elle a concerné l'ensemble du personnel du site et a permis de manipuler les extincteurs. Ces journées ont lieu annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : MTD - Management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Meilleures techniques disponibles relatives au management environnemental et à la surveillance, applicables aux installations de traitement des déchets I. Système de management environnemental

[...]

Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.

Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité, sont réputées conformes à ces exigences.

Constats :

La certification ISO 14001 a été renouvelée le 21/03/2023 pour 3 ans. Cette certification est réputée conforme aux exigences de l'arrêté du 19/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Type de suites proposées : Sans suite